



Conseil économique et social

Distr. générale
23 septembre 2008
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session de 2009

19-28 janvier 2009

Rapports quadriennaux pour la période 2003-2006 présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, en application de la résolution 1996/31 du Conseil*

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Fédération internationale des administrateurs de biens – conseils immobiliers	2
2. Union internationale pour la taxation des biens fonciers et le libre-échange	3
3. Women's Human Rights International Association.	5
4. Association mondiale des organisations de recherche industrielle et technologique	8
5. Conférence mondiale des religions pour la paix	12

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



1. Fédération internationale des administrateurs de biens – conseils immobiliers

(Statut consultatif spécial accordé en 1995)

La Fédération internationale des administrateurs de biens – conseils immobiliers (FIABCI) a été constituée en 1948. Elle est basée à Paris et dispose d'un sous-secrétariat à Kuala Lumpur (Malaisie). La Fédération est un réseau mondial ouvert à tous les professionnels et intéressant toutes les disciplines de l'immobilier. Elle a des agences dans 65 pays et rassemble plus de 3 200 membres (individus et sociétés), 25 membres du secteur éducatif et 100 associations nationales, le tout regroupant plus de 1,5 millions de professionnels de l'immobilier à l'échelle mondiale. Depuis 1954, notre Fédération joue un rôle significatif, puisqu'elle représente l'industrie de l'immobilier auprès de l'ONU. Elle préserve son statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social (ECOSOC) et représente aujourd'hui les commissions économiques des Nations Unies dans chacune de ses cinq régions. En coopération avec le Programme pour l'habitat et le Comité des établissements humains, elle s'attaque aux problèmes intéressant le logement, la société et l'environnement afin d'aider l'ONU à apporter à la société des solutions optimales qui correspondent à ses besoins.

La Fédération promeut l'ONU par l'entremise de son bulletin d'information, FIABCI Press, de brochures et d'articles publiés dans 11 langues, ainsi que de liens hypertextes sur son site Web. Les activités menées par l'ONU ont été mises en relief lors des quatre congrès mondiaux de la Fédération tenus à Oslo (Norvège) en mai 2001, à Kuala Lumpur (Malaisie) du 29 au 31 mai 2002, à Berlin (Allemagne) du 25 au 30 mai 2003 et à Houston (États-Unis) du 24 au 29 mai 2004.

En outre, des réunions régionales ont été organisées à : a) Montevideo, du 19 au 21 septembre 2002; b) São Paulo (Brésil) du 24 au 27 août 2003; c) Taichung (Province chinoise de Taiwan) du 24 au 27 septembre 2003; d) Porto (Portugal) – Journées d'étude européennes de la FIABCI – du 3 au 5 octobre 2002; e) Saint-Pétersbourg (Fédération de Russie) – Congrès européen de la FIABCI – du 30 septembre au 2 octobre 2004.

Au cours de ces réunions, les participants ont examiné des questions relatives au développement urbain et rural viable, en se penchant notamment sur les problèmes environnementaux et juridiques, le logement des personnes âgées, le logement à un prix abordable, la gouvernance, les taudis et les droits touchant la propriété privée. Toutes ces réunions ont été l'occasion d'organiser des tables rondes de professionnels et d'examiner des programmes éducatifs consacrés à tous les aspects de l'industrie mondiale de l'immobilier. En chaque occasion, une traduction simultanée était proposée dans les cinq langues officielles de la Fédération.

Nos représentants et délégués participent activement à toutes les conférences et à tous les forums des Nations Unies qui traitent de l'immobilier. Récemment, des membres de la Fédération ont pris part aux programmes internationaux suivants : « Comment améliorer la vie de 100 millions d'habitants de taudis » sous l'égide de l'Équipe 8 du Projet du Millénaire sur l'amélioration des conditions de vie dans les taudis, sur décision du Secrétaire général, Kofi Annan; Sommet mondial pour le développement durable (Johannesburg); Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (Bangkok); « Le droit à la propriété privée

pour les pauvres », de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CENUE) (Rome); Forum urbain mondial [Barcelone (Espagne)] : M. Eychner était présent lors de la deuxième édition du Forum, organisée sous l'égide d'ONU-Habitat du 13 au 17 septembre 2004. Enrico Campagnoli, membre de la Fédération, a prononcé un discours en cette occasion. MM. Eychner et Campagnoli représentaient la Fédération en qualité de consultants spéciaux auprès de l'ONU s'agissant des questions d'immobilier.

Des membres de la Fédération ont participé à de nombreux programmes et tables rondes placés sous l'égide de l'ONU, prenant la parole en plusieurs occasions, notamment au cours des Journées mondiales de l'habitat de 2002, 2003 et 2004.

Le 4 octobre 2004, à New York, à l'occasion de la Journée mondiale de l'habitat, M. Eychner a prononcé un discours dans lequel il a évoqué les activités de la Fédération et celles de la Global Housing Foundation.

M. Eychner a assisté aux réunions du Conseil économique et social à New York de novembre 2004 à mai 2005 en sa qualité de représentant permanent de la Fédération auprès du Conseil à New York.

ONU-Habitat a reconnu le travail de notre Fédération à Bruxelles en 2003 en décernant son prestigieux Prix d'honneur à notre vice-président honoraire à l'échelle mondiale, René Frank, pour son « dévouement envers le logement à prix modique, en tant que membre éminent de la FIABCI (Fédération internationale des administrateurs de biens – conseils immobiliers) ». C'est lui qui, avec notre Fédération, a créé la Global Housing Foundation, qui œuvre pour l'amélioration des taudis et dont le premier projet a été mis en œuvre à Managua (Nicaragua). Le champ d'action de la Global Housing Foundation s'est étendu et inclut désormais d'autres pays d'Amérique centrale; un projet d'amélioration des logements le long de la côte de Sri Lanka touchée par le tsunami est également à l'étude.

Le représentant de la Fédération auprès de l'ONU est toujours membre du Comité des établissements humains, qui continue à surveiller la mise en œuvre du Programme pour l'habitat et d'y contribuer. Récemment, des membres de la Fédération ont occupé les fonctions de président et de trésorier du Comité.

2. Union internationale pour la taxation des biens fonciers et le libre-échange

(Statut consultatif spécial accordé en 2003)

I. Introduction

i) L'Union a pour objectif de faire en sorte que, dans tous les pays, l'opinion publique soit favorable à la paix et la prospérité permanentes pour tous les peuples, grâce à la disparition progressive des principales causes économiques de la pauvreté et de la guerre, énoncées par Henry George dans ses écrits. Plus spécifiquement, aux fins de la réalisation de ces objectifs, l'Union est favorable à l'augmentation des revenus publics grâce à la collecte auprès de la population d'un impôt sur la valeur foncière – exception faite des améliorations qui sont apportées aux biens fonciers – et de l'abolition des

taxes, tarifs douaniers ou droits à l'importation de quelque nature que ce soit, qui nuisent à la libre production et au libre échange des richesses.

ii) Le 20 juillet 2005, l'Union a reçu un legs d'un montant de 515 093,68 dollars des États-Unis provenant de la succession de Joseph Thompson, son ancien président. Cette somme permet à l'Union de développer ses activités; de se transformer en organisation professionnelle active et dynamique; d'adopter de nouveaux systèmes de fonctionnement qui permettent à ceux qui la gouvernent de s'adapter à ses ambitions nouvelles; de faire du poste de secrétaire général un poste exécutif à temps partiel; de solliciter des propositions de projet de grande envergure ou articulées sur des activités spécifiques à l'appui de ses objectifs.

II. Contribution de l'organisation aux activités de l'ONU

i) Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et aux grandes conférences et autres réunions de l'ONU

1. Douzième session de la Commission du développement durable (14-30 avril 2004, New York) : Un représentant de l'Union s'est exprimé sur le thème des avantages fiscaux propres à favoriser le développement durable.

2. Forum urbain mondial d'ONU-Habitat [13-17 septembre 2004, Barcelone (Espagne)] : Un délégué a fait un exposé consacré à l'impôt sur la valeur foncière.

3. Conférence internationale sur les questions fiscales (décembre 2005, ONU, Genève) : Un représentant de l'Union y a participé.

4. Conférence annuelle du Département de l'information (7-9 septembre 2005, New York) : Trois représentants y ont participé.

5. Forum urbain mondial d'ONU-Habitat [19-23 juin 2006, Vancouver (Canada)] : Quatre représentants de l'Union y ont participé. Lors de la table ronde du Global Land Team Network, un délégué a examiné la pertinence de l'impôt sur la valeur foncière par rapport à l'objectif du Millénaire d'améliorer les conditions de vie de 100 millions d'habitants de taudis d'ici à 2015.

6. Conférence des Nations Unies sur l'élimination de la pauvreté (septembre 2006, New York) : Un représentant de l'Union y a participé.

7. Conférence internationale pour la réforme des institutions internationales tenue à l'Organisation internationale du travail (OIT) (novembre 2006, Genève) : Un représentant de l'Union y a participé.

8. Commission de la condition de la femme (26-28 février 2007, New York) : Deux représentants de l'Union y ont participé.

9. Stage d'orientation annuel du Département de l'information à l'intention des représentants des nouvelles ONG associées (21-22 mars 2007, New York) : Deux représentants de l'Union y ont participé.

10. Le Groupe d'organisations non gouvernementales sur l'habitat se réunit une fois par mois à New York et un représentant de l'Union est régulièrement présent.

ii) Coopération avec les organes et/ou institutions spécialisées des Nations Unies sur le terrain et/ou au Siège

Une organisation affiliée à l'Union, Earth Rights Institute, a reçu du Global Land Tool Network 20 000 dollars pour concevoir à son intention un outil de calcul de l'impôt sur la valeur foncière. Le programme qui en est résulté devrait être parachevé en août 2007 et inclure des brochures informatives, un cours en ligne et une méthode de calcul, ainsi que d'autres documents explicatifs. Ce programme est destiné à contribuer à la réalisation de l'objectif du Millénaire d'élimination de la pauvreté et, en particulier, à l'amélioration significative de la vie de 100 millions d'habitants de taudis d'ici à 2015. En tant que fédération d'organisations, l'Union apporte un appui à l'Earth Rights Institute sans pour autant intervenir dans ses activités. Les deux co-directeurs de l'Institut ont été nommés représentants auprès du Conseil économique et social par le Comité exécutif de l'Union et, en cette qualité, ont accepté d'agir conformément aux objectifs de l'Union, mentionnés plus haut.

iii) Activités mises en œuvre à l'appui des objectifs de développement convenus au plan international, en particulier les objectifs du Millénaire pour le développement : activités à l'appui de principes de portée mondiale

L'Africa Center for Geoclassical Economics, association affiliée à l'Union, a soumis une proposition visant à l'instauration d'une commission d'État en charge de la gestion des sommes versées par les sociétés qui exploitent les gisements de pétrole de l'État de Bayelsa (Nigéria). L'objectif de la commission serait de garantir la transparence et le respect de la démocratie participative s'agissant de l'utilisation des fonds en question, de sorte qu'ils soient employés aux fins du développement durable, de l'élimination de la pauvreté et de la réduction des conflits dans le deuxième État producteur de pétrole du Nigéria. En tant que fédération d'organisations, l'Union apporte un appui à l'Africa Center for Geoclassical Economics sans pour autant intervenir dans ses activités.

3. Women's Human Rights International Association

(Statut consultatif spécial accordé en 1999)

Activités (2003-2006)

De 2003 à 2006, l'Association a eu deux représentants permanents auprès de l'Office des Nations Unies à Genève. Ils ont participé à diverses sessions et conférences. Plus spécifiquement, ils ont pris part aux séances de la Commission des droits de l'homme, puis du Conseil des droits de l'homme.

2003 : La représentante de l'Association aux États-Unis a participé à la quarante-septième session de la Commission de la condition de la femme, du 3 au 14 mars, au Siège de l'ONU à New York. Behjat Dehghan était membre du Linkage Caucus. Elle a également travaillé en collaboration avec la Women's Environment and Development Organization à l'occasion de sessions de mobilisation et d'organisation. En outre, elle a mené la discussion sur « la lapidation en tant que forme de violence religieuse contre les femmes », incluse dans le

document final, et a sollicité activement les pouvoirs publics pour qu'ils condamnent cette pratique.

Journée internationale de la femme (8 mars, Bruxelles) : À l'occasion de la Journée internationale de la femme et avec l'assistance du bureau du député Mahfoudh Romdhani, une conférence a été organisée au Parlement de Bruxelles. L'Association a joué un rôle actif dans cette manifestation couronnée de succès. La Conférence a porté principalement sur les efforts menés contre le fondamentalisme. Des femmes de divers pays, parmi lesquels la Turquie, la Belgique et la République islamique d'Iran, ont apporté leur concours à la Conférence et examiné la lutte contre le fondamentalisme.

2004 : La représentante de l'Association aux États-Unis a participé à la quarante-huitième session de la Commission de la condition de la femme, du 1^{er} au 12 mars, au Siège de l'ONU à New York. Behjat Dehghan a suivi plusieurs cours sur la contribution des hommes et des garçons à l'égalité des sexes. Ces cours étaient proposés par le Smithsonian Museum pendant la session. Behjat Dehghan était membre du Linkage Caucus.

Participation au Forum mondial sur les droits de l'homme [Nantes (France)], organisé par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science de culture (UNESCO) du 16 au 19 mai. L'Association a organisé une table ronde sur la question des femmes. Il s'agissait de la seule tribune consacrée aux questions féminines pendant la conférence, aussi a-t-elle suscité un grand intérêt. Intitulée « Les femmes, le fondamentalisme et les droits de l'homme », elle a réuni six participantes originaires de France, d'Algérie, de Tunisie, de la République islamique d'Iran et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Le programme de cette table ronde peut être consulté sur le site Web de l' UNESCO.

Solidarité avec les femmes iraqiennes (13 août 2004) : Une réunion sur la condition des femmes en Iraq a été organisée. Y ont participé des militantes des droits des femmes iraqiennes de premier plan, telles que Betty Briche et Soraya Barzanjani. Cent vingt personnes étaient présentes à cette réunion, qui a eu lieu à l'hôtel Première Classe de Cergy (France). Elles ont écouté des discussions et des analyses sur les difficultés que rencontrent les femmes iraqiennes au quotidien. Plus spécifiquement, des questions telles que le fondamentalisme et son rôle pivot dans la perpétuation des problèmes des femmes en Iraq, ou encore la lutte contre le fondamentalisme avec pour base les conventions internationales relatives aux droits de l'homme, ont été examinées.

Journée des droits de l'homme (10 décembre) : Avec 10 autres organisations de défense des droits de l'homme, l'Association a participé à une conférence de trois jours organisée au Tapis rouge, à Paris, du 10 au 12 décembre 2004, pour célébrer la Journée des droits de l'homme.

L'Association avait organisé cette manifestation, ainsi que l'atelier consacré aux questions intéressant les femmes qui l'accompagnait. Les questions touchant les droits de l'homme et ceux des femmes en particulier ont fait l'objet de débats et d'analyses. L'atelier s'est concentré sur la portée mondiale et l'applicabilité de la Déclaration internationale des droits de l'homme. Un certain nombre de discours ont été prononcés, qui ont été l'occasion de rappeler que les pays n'avaient pas le droit de s'abriter derrière la religion ou les coutumes locales pour limiter les droits des femmes.

2005 : Participation à la Conférence Beijing + 10 : Deux membres européennes de l'Association ont participé activement à Beijing + 10, en mars, au Siège de New York.

Une représentante de l'Association a participé à la quarante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme, du 28 février au 11 mars, au Siège de New York.

Elle a mené les activités suivantes :

1. Organisation d'un atelier sur le fondamentalisme islamique et les femmes;
2. Mise en œuvre du Programme d'action de Beijing en Palestine;
3. Participation active au « Linkage Caucus »;
4. Aide bénévole apportée au Comité chargé des organisations non gouvernementales pour organiser des manifestations annexes.

Participation active à la Marche mondiale des femmes, organisée à Marseille (France) le 28 mai et parrainage de cette manifestation : Des membres et militantes de l'organisation ont participé à une marche pacifique qui a réuni un grand nombre de participants. L'Association n'était pas seulement une des organisations marraines de cette marche internationale de femmes, elle y a aussi activement participé.

Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes (26 novembre) : Avec deux autres organisations de défense des droits des femmes, l'Association a organisé une conférence à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. Elle s'est tenue le 25 novembre aux Espaces du parc Saint-Christophe, dans la banlieue parisienne.

Plusieurs orateurs venus des États-Unis, de France, d'Italie, d'Espagne et du Royaume-Uni ont pris la parole sur le thème « **La violence contre les femmes : un crime contre l'humanité** ». Les discussions se sont concentrées sur les méthodes et les moyens utilisés pour perpétuer la violence à l'encontre des femmes et plusieurs options visant à lutter contre cette forme de violence ont été envisagées. Près de 200 personnes ont participé à la conférence.

2006 : Une représentante de l'Association a participé à la cinquantième session de la Commission de la condition de la femme, du 27 février au 10 mars, au Siège de New York.

Elle a mené les activités suivantes :

1. Organisation de deux manifestations parallèles pendant lesquels ont été projetés deux films : un documentaire sur la prostitution dans les pays islamiques intitulé UTOPIA et un autre sur les femmes prisonnières politiques intitulé Black Swan;
2. Participation active au « Linkage Caucus », contribution aux efforts de mobilisation et à la rédaction du document final;
3. Aide apportée au Comité chargé des organisations non gouvernementales pour organiser des manifestations annexes.

Journée internationale de la femme (CNIT, La Défense, Paris, 8 mars) : L'Association s'est unie à huit autres organisations de femmes pour tenir une conférence sur le thème de **l'exercice de l'autorité par les femmes, indispensable dans le cadre de la lutte contre le fondamentalisme**. Sept cents personnes y ont participé et 16 orateurs venus de quatre continents ont examiné les questions liées à l'exercice du pouvoir par les femmes.

Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes (24 novembre) : Une réunion a été organisée, au cours de laquelle trois militantes de premier plan de la cause des femmes, venues du Cameroun, d'Algérie et de République islamique d'Iran, ont pris la parole. Elles ont examiné la question en détail et proposé des moyens de s'attaquer à ce type de violence à la racine. Cette réunion, sur le thème « Femmes face aux différents types de violences », a rassemblé environ 50 personnes.

4. Association mondiale des organisations de recherche industrielle et technologique

(Statut consultatif spécial accordé en 1991)

L'Association mondiale des organisations de recherche industrielle et technologique (WAITRO) est une association indépendante, non gouvernementale, à but non lucratif fondée en 1970 avec pour mission de promouvoir et d'encourager la coopération entre les organisations de recherche industrielle et technologique et celles qui s'occupent de développement. Son but est de rendre possible la mise en place de partenariats axés sur l'action qui réunissent les organisations membres qui se consacrent au développement durable.

Les années 2003-2006 ont marqué un tournant dans le développement de l'Association, avec le lancement d'un effort ciblé en faveur du partage actif des compétences et des meilleures pratiques et de la collaboration entre membres. En tant que réseau mondial dont 70 % des membres se trouvent dans des nations en développement, l'Association s'est également lancée dans l'exécution de projets de constitution de capacités, visant à améliorer la compétence technologique des membres à l'appui de leurs industries locales.

Pendant ces années, des ateliers, séminaires et conférences consacrés à la constitution de capacités ont été organisés conjointement avec des organisations internationales et des membres dans diverses régions. Ces ateliers et séminaires se sont concentrés sur des questions intéressant les pays où ils se tenaient. En voici la liste :

- Atelier sur les pépinières d'entreprises à forte intensité technologique dans les pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe, tenue du 24 au 28 février 2003 au Centre international de conférences de Maurice : son organisation a été le fruit d'une collaboration avec le Conseil scientifique du Commonwealth et la Small and Medium Industries Development Organization;
- Atelier sur la fabrication rapide de prototypes, tenu du 10 au 14 octobre 2004 au Caire (Égypte);
- Atelier sur la promotion de la recherche-développement adaptée aux lois du marché, tenu du 30 novembre au 3 décembre 2004 à Berhad (Malaisie);

- « Plastique et environnement : obstacles à surmonter et chances à saisir », conférence internationale tenue les 24 et 25 février 2003 au India International Centre de New Delhi (Inde);
- Atelier sur la gestion des connaissances au sein des organisations de recherche industrielle et technologique, tenu du 6 au 8 décembre 2004 à Bali (Indonésie);
- Stage de formation aux aliments fonctionnels à l'intention de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), du 22 novembre au 4 décembre 2004, à Bandung (Indonésie);
- Atelier intensif de quatre jours organisé conjointement par l'Association et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) du 18 au 22 avril 2005 à Berhad (Malaisie) sur le thème suivant : importance de l'expérimentation et de l'évaluation de la conformité pour le commerce mondial : obstacles à surmonter par les organisations de recherche industrielle et technologique;
- Séminaire régional sur le développement de la compétitivité mondiale – technologie, innovation et développement des entreprises, du 26 au 28 juillet 2005 à Trinité-et-Tobago;
- Réunion d'un groupe d'experts organisés conjointement avec l'ONUDI les 16 et 17 janvier 2006 en Malaisie, avec pour objectif de concevoir un cadre permettant le renforcement des normes et de l'infrastructure d'évaluation de la conformité dans les pays en développement;
- Atelier sur les nouvelles tendances du traitement des minéraux, organisé conjointement avec le Central Metallurgical Research and Development Institute (CMRDI) en Égypte du 22 au 25 janvier 2006;
- Atelier sur les meilleures pratiques en matière de gestion des organisations de recherche industrielle et technologique, auquel a participé un groupe de 24 membres actuels ou potentiels de l'Association, organisé les 27 et 28 février 2006 sous la forme d'un voyage d'étude aux laboratoires VIMTA de Hyderabad (Inde);
- Atelier consacré aux divers scénarios possibles (axes scientifique et technologique) pour l'approvisionnement en eau de l'Afrique subsaharienne, organisé grâce à une collaboration fructueuse avec la Global Research Alliance du 27 au 29 mars 2006 à Windhoek (Namibie);
- Activités de renforcement des capacités des organisations de recherche industrielle et technologique en matière de bonnes pratiques de laboratoire, lancées en 2006 pour accroître les moyens des laboratoires d'expérimentation de ces organisations grâce à l'instauration de bonnes pratiques sur le modèle de la norme internationale 17 025 définie par la Commission électrotechnique internationale de l'Organisation internationale de normalisation.
- À partir de 2006, formation d'agents encadreurs et formation à la création de centres de vulgarisation pour aider les organisations membres à mettre en place des centres de vulgarisation dans les petites et moyennes entreprises (PME).

Afin d'accroître son rayonnement, l'Association a présenté des exposés dans diverses tribunes internationales, à savoir :

- Atelier du Nouveau Partenariat pour le développement de l’Afrique (NEPAD) sur la science et la technologie du 17 au 19 février 2003. Johannesburg (Afrique du Sud);
- Séminaire organisé conjointement par l’Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et la Commission économique pour l’Amérique latine et les Caraïbes (Système régional/national d’innovation : propriété intellectuelle) du 1^{er} au 3 octobre 2003 à Santiago (Chili);
- Cinquième Conférence internationale Westlake sur les petites et moyennes entreprises, tenue du 1^{er} au 3 novembre 2003 à l’université de technologie du Zhejiang (Chine);
- Septième session de la Commission de la science et de la technique au service du développement, organisée par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) du 24 au 28 mai 2004 à Genève;
- Deuxième Conférence ministérielle sur les PME de l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) du 3 au 5 juin 2004 à Istanbul (Turquie);
- Deuxième conférence iranienne sur les technopoles et les pépinières scientifiques et technologiques, organisée par la technopole de Khorasan du 1^{er} au 3 mars 2005 à Mashad (République islamique d’Iran);
- Conférence internationale sur la coopération internationale en vue de saisir les possibilités d’innovation à destination des PME, organisée dans le cadre du Réseau international de petites et moyennes entreprises à Barcelone (Espagne) du 13 au 15 avril 2005;
- Forum ministériel sur l’appui technologique et la constitution de capacités aux fins du développement durable de l’Afrique, du 4 au 8 mai 2005, Dakar (Sénégal);
- Huitième session de la Commission de la science et de la technique au service du développement, organisée par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) du 23 au 27 mai 2005 à Genève;
- Élaboration de politiques en matière de sciences de technologie dans les États membres de la Communauté de développement de l’Afrique australe, du 28 juin au 1^{er} juillet 2005 à Windhoek (Namibie);
- Deuxième Conférence du Congrès et du Sous-Comité pour la science consacrée au développement de l’infrastructure et des ressources, tenue pendant la Septième Semaine de l’ASEAN sur la science et la technologie, du 5 au 12 août 2005 à Djakarta (Indonésie);
- Symposium régional sur la promotion de la collaboration entre universités et industries grâce au transfert de technologie et aux transactions par protocoles Internet dans les pays de l’ASEAN, du 18 au 20 janvier 2006 à Singapour;
- Conférence mondiale de l’OCDE sur un meilleur financement pour l’entrepreneuriat et la croissance des PME, tenue à Brasilia (Brésil) du 27 au 30 mars 2006 : au cours du Quatrième Congrès de l’Association brésilienne des instituts de recherche technologique, tenu à São Paulo (Brésil) du 2 au 5 mai 2006, la question suivante a été examinée : « Compétitivité et richesse

nationale : le rôle des instituts de recherche dans le système national des sciences de la technologie »;

- Atelier international sur les énergies et les investissements renouvelables, avec remise du prix BlueSky 2006, tenu du 12 au 17 octobre 2006 à Shenzhen (Chine);
- Session internationale de Scientific Research Outlook (SRO) sur le thème « SRO et le développement technologique dans le Monde arabe », du 11 au 14 décembre 2006 à l'Omayyad Palace de Damas (République arabe syrienne).

Un congrès biennal et des sessions d'échanges ont été organisées pour aider les membres à se tenir au fait des dernières évolutions en date dans les domaines qui les intéressent actuellement, pour que les organisations membres puissent constituer des réseaux et pour ouvrir des possibilités commerciales dans le cadre de projets menés en collaboration.

- Le dix-septième congrès biennal sur les « Technologies au service du développement durable » s'est tenu du 5 au 11 septembre 2004 à Nairobi (Kenya);
- Une session d'échanges sur la qualité et la performance au sein des organisations de recherche industrielle et technologique s'est tenue le 10 mars 2004 à Colombo (Sri Lanka);
- Un atelier sur le développement des PME grâce à la technologie et à la qualité a eu lieu les 22 et 23 février 2005 au Caire (Égypte);
- Une conférence internationale sur le thème « L'informatique et la télématique en tant qu'outils du développement durable : obstacles à surmonter et chances à saisir pour les organisations de recherche industrielle et technologique » a eu lieu à New Delhi (Inde) les 29 et 30 août 2005;
- Un atelier sur l'amélioration de la performance des PME en matière d'organisation grâce à l'informatique et à la télématique et un autre sur l'expérimentation évaluation de la conformité dans le cadre du commerce mondial ont eu lieu du 22 au 24 mars 2006 à l'hôtel et centre de conférences Cascadia de Port of Spain (Trinité-et-Tobago);
- La dix-septième Assemblée générale et le congrès biennal se sont tenus avec succès du 8 au 10 août 2006 à Saskatoon (Saskatchéwan) (Canada) : articulés autour du thème « L'entreprise de l'innovation », ils ont été organisés sous l'égide du Saskatchewan Research Council et co-parrainés par le Centre de recherches pour le développement international, l'Agence canadienne de développement international et WAITRO.

L'Association s'efforcera d'exécuter sa mission au moyen de partenariats noués entre ses membres, tant dans les nations développées que dans les pays en développement, dans le cadre de projets exécutés en collaboration et destinés à relever les défis associés au développement. Elle s'emploiera aussi à renforcer la capacité de ses organisations membres, en particulier celles des nations en développement, pour qu'elles soient en mesure de fournir des services pertinents qui répondent aux besoins nationaux. L'objectif à atteindre est le suivant : faire de l'Association un vecteur de la formation de partenariats axés sur l'action entre organisations membres au service du développement durable.

5. Conférence mondiale des religions pour la paix

(Statut consultatif général accordé en 1995)

I. Introduction

La Conférence mondiale des religions pour la paix (Religions pour la paix) est un réseau mondial qui se développe et promeut des actions communes parmi les communautés religieuses de la planète au service de la paix. Avec de plus de 70 conseils et groupes interreligieux, réseaux de jeunes et de femmes croyants et un Conseil mondial de chefs religieux, ce qui représente la coalition de communautés religieuses la plus vaste et la plus représentative du monde, *religions pour la paix* forme des partenariats multi-religieux efficaces pour transformer les conflits violents, éliminer la pauvreté, promouvoir des sociétés justes et harmonieuses et protéger la terre.

Changements significatifs : L'organisation a développé son rayonnement géographique de façon notable lorsqu'elle a constitué le Conseil africain des chefs religieux en 2003 et le Conseil des chefs religieux d'Amérique latine et des Caraïbes en 2006. En outre, au cours de la période considérée, l'organisation a été rebaptisée : la « Conférence mondiale sur la religion et la paix » est devenue la « Conférence mondiale des religions pour la paix ».

II. Contribution de l'organisation aux activités de l'ONU

i) Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et aux grandes conférences et autres réunions de l'ONU

2004 : Des représentants de la Conférence ont assisté à des réunions avec des diplomates à l'ONU, dont l'objet était l'adoption de mesures internationales pour éviter d'autres pertes en vies humaines parmi les Soudanais du Darfour et ceux qui s'étaient enfuis vers les camps de réfugiés du Tchad. La Conférence a plaidé pour la fin de génocide et pour l'assistance aux réfugiés.

Ces représentants se sont adressés directement aux 191 États Membres par l'entremise de déclarations écrites qui leur ont été remises au Siège de l'ONU, dans l'espoir de mettre un terme à la prolifération des armes nucléaires. Ils les ont instamment priés d'appuyer l'instauration d'un régime efficace de non-prolifération de ces armes. Cette campagne a coïncidé avec une importante conférence d'examen de cette question, qui s'est tenue à l'ONU du 2 au 27 mai 2005.

Conférence sur la coopération œcuménique pour la paix (22 juin 2005, Siège de l'ONU, New York) : Religions pour la paix a participé activement à une discussion de groupe sur le thème : « Réfléchir à des stratégies propres à renforcer la coopération œcuménique pour une paix durable ».

Commission de la condition de la femme : L'organisation y assiste chaque année. Du 7 au 11 mars 2005, à New York, elle a organisé une manifestation sur le thème « Célébration de la Journée internationale de la femme ».

Conférence d'organisations non gouvernementales sur la prévention des conflits (19-21 juillet 2005, New York) : L'organisation y a assisté et a participé au débat consacré à la formation par la société civile de partenariats visant à prévenir les conflits violents et à bâtir la paix.

Conférence annuelle des organisations non gouvernementales organisée sous l'égide du Département de l'information à New York : L'organisation y a assisté chaque année.

Congrès international sur les religions et la diversité culturelle [17-21 décembre 2006, Barcelone (Espagne)], organisé par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) : Religions pour la paix a participé à la conférence sur la médiation vers la cohésion sociale dans les villes.

ii) Coopération avec les organes et/ou institutions spécialisées des Nations Unies sur le terrain et/ou au Siège

*2003 : Partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) lors de l'élaboration de la publication intitulée : *Ce que les autorités religieuses peuvent faire contre le VIH/sida : action pour les enfants et les jeunes*. L'organisation a également renforcé son action auprès des enfants victimes du VIH/sida en Asie du Sud-Est, en publiant la profession de foi suivante en décembre 2003 : *South Asian Inter-Faith Pledge on Children, Young People and HIV/AIDS: Prevention, Care and Compassion*. L'organisation a constitué un dossier d'information. Elle a également organisé une conférence visant à donner un aperçu global des réponses œcuméniques en matière de prévention du VIH/sida et de soins aux malades, axée sur l'expérience pratique.*

2004 : Religions pour la paix a noué un partenariat à long terme avec l'UNICEF afin de faciliter la collaboration entre le Fonds et son propre réseau. Ce partenariat vise à régler un certain nombre de problèmes touchant les enfants en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Il a donné lieu à la publication d'une étude réalisée conjointement sur les interventions des organisations œcuméniques auprès des orphelins et des enfants vulnérables et, en 2006, à la publication de l'Étude des Nations Unies sur la violence à l'encontre des enfants, qui a été présentée à l'Assemblée générale des Nations Unies.

Réunion inaugurale du Conseil interreligieux d'Asie du Sud sur le VIH/sida (19-21 novembre 2004) : Co-parrainée par l'UNICEF, elle a réuni plus de 30 chefs religieux de premier plan de la région, dans le but de les amener à travailler ensemble pour lutter contre le problème de plus en plus alarmant que constitue le sida.

Forum panafricain des chefs religieux et traditionnels et des médias sur le renforcement de la confiance du public dans la vaccination et la promotion de la survie de l'enfant [19 octobre 2004, Dakar (Sénégal)] : Co-parrainé par l'UNICEF, il a réuni plus de 200 chefs religieux et traditionnels de premier plan, l'objectif étant de les amener à renforcer leur engagement et leurs partenariats s'agissant de la survie de l'enfant.

2006 : Conférence du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sur le sida [6-11 novembre, Le Caire (Égypte)] : l'organisation a participé au deuxième Forum des chefs religieux régionaux en réponse au programme sur le VIH/sida du PNUD, organisé sous l'égide du Programme régional de lutte contre le VIH/sida dans les États arabes sous les auspices de la Ligue des États arabes.

iii) Activités mises en œuvre pour soutenir les objectifs de développement convenus au plan international, en particulier les objectifs du Millénaire pour le développement

Religions pour la paix a contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire en Amérique centrale, en Amérique du Sud, en Europe, en Afrique et en Asie. Ses principales activités ont été les suivantes :

• **Objectif 3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes**

Dans le cadre du Programme de mobilisation des femmes de *Religions pour la paix*, des réunions consultatives ont été organisées pour que les femmes croyantes puissent débattre des manifestations de violence et mettre en relief les chances à saisir, les gains, les obstacles et les contraintes qui sont ceux des femmes de différents pays :

En 2006 : Consultations à Kyoto (Japon) les 24 et 25 août; à Nairobi (Kenya), le 15 mars; en République-Unie de Tanzanie, le 25 février.

En 2005 : Réunion à Tirana (Albanie), du 16 au 19 novembre; à Buenos Aires (Argentine), les 7 et 8 novembre; à Lima (Pérou), les 8 et 9 septembre; à Monrovia (Liberia), du 1^{er} au 5 août; à Accra (Ghana), le 30 juillet; à Bangalore (Inde), les 16 et 17 mai.

• **Objectifs 4 et 6. Réduire la mortalité infantile et combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies**

En 2006 : Huitième Assemblée mondiale de *Religions pour la paix*, du 26 au 29 août, à Kyoto (Japon) : *Religions pour la paix* a apporté son appui à la mobilisation de la communauté internationale par l'entremise de l'Étude des Nations Unies sur la violence à l'encontre des enfants, dont le but est de s'attaquer à ce problème crucial. L'organisation travaille en partenariat avec des gouvernements, des organismes des Nations Unies et d'autres acteurs de la société civile pour mettre en œuvre les recommandations énoncées dans cette étude.

En 2004 : Des équipes de différents pays ont reçu une formation aux relations avec les médias et aux techniques de sensibilisation conçues pour lutter contre l'opprobre et la discrimination associée au VIH/sida à Nairobi (Kenya) du 27 au 30 mars, à Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie), du 4 au 7 novembre, en Ouganda, le 27 mars, et à Lusaka (Zambie), les 11 et 12 décembre.

- De petites subventions accordées à plus de 100 organisations/congrégations confessionnelles locales aux fins de l'exécution de programmes destinés aux orphelins et enfants vulnérables au Kenya, au Malawi et en Ouganda ont permis de venir en aide à plus de 30 000 enfants et de former plus de 1 000 chefs religieux.
- *Religions pour la paix* a organisé une session parallèle lors de la Conférence internationale sur le sida à Bangkok, sur le thème suivant : « Le rôle des chefs religieux dans la lutte contre les formes de stigmatisation et de discrimination ».
- La séance inaugurale du Conseil interreligieux de l'Asie du Sud sur le VIH/sida, co-parrainée avec l'UNICEF, a réuni plus de 30 chefs religieux de premier plan de la région, dans le but de les amener à lutter contre le problème que constitue le VIH/sida.

En 2003 : Treizième Conférence internationale sur le sida et les infections sexuellement transmissibles (IST) en Afrique : Religions pour la paix a organisé une session parallèle sur le rôle des chefs religieux dans le cadre de la lutte contre les formes de stigmatisation et de discrimination, un groupe de discussion avec le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) sur la religion, les femmes et le VIH/sida et a rendu public les conclusions de « l'Étude sur les interventions des organisations confessionnelles en faveur des orphelins et des enfants vulnérables, réalisée conjointement avec l'UNICEF [21-26 septembre, Nairobi (Kenya)].

Activités menées à l'appui de principes de portée mondiale

En 2006 : Huitième Assemblée mondiale de Religions pour la paix, du 24 au 29 août, à Kyoto (Japon) : Religions pour la paix a noué des partenariats avec des communautés religieuses aux fins de la réalisation des objectifs du Millénaire suivants : réduire l'extrême pauvreté et la faim; combattre la maladie; faire progresser le développement durable. En outre, le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a prononcé une déclaration devant l'Assemblée générale, tout comme la Directrice exécutive de l'UNICEF, Ann Venemann, et le Directeur de la Campagne Objectifs du Millénaire, Salil Shetty.

2005 : Faith in Action: Working Toward the Millennium Development Goals- An action Toolkit for Religious Leaders and Communities. Religions pour la paix, avec l'appui de la Campagne Objectifs du Millénaire, a constitué un ensemble de documents en anglais, en français, en espagnol et en arabe pour amener les chefs religieux et leurs communautés dans les pays en développement à contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire.